

La Cimade lance un appel « Urgence pour une politique d'hospitalité »

La Cimade, service œcuménique d'entraide, créé en 1939, intervenant notamment en faveur des étrangers retenus en centre de rétention administrative lance une pétition intitulée « Urgence pour une politique d'hospitalité. »

« Depuis près de 40 ans, le dogme de la fermeture des frontières structure les politiques publiques en matière d'immigration. L'Europe s'est cadennassée face aux migrants, tout en délégitimant toute alternative fondée sur la solidarité et les droits, jugée coupable d'irréalisme et de naïveté », peut-on lire [dans l'appel de la Cimade](#).

« Pour nous, l'état des lieux est sans appel : incapable de répondre aux objectifs qu'elle s'est donnée, cette politique inefficace provoque de surcroît des dégâts humains considérables et met en péril nos libertés. En plaçant les migrants et leurs familles dans un dédale administratif et des conditions de plus en plus inatteignables pour l'obtention d'un titre de séjour stable, ce sont des dizaines de milliers de sans droits que la législation a créés, pour le plus grand profit de secteurs entiers de l'économie française qui peuvent ainsi utiliser une main-d'œuvre docile et bon marché. Peu à peu, en matière de santé, de protection sociale, de logement ou de formation, l'exclusion est devenue la règle, le droit l'exception » écrit la Cimade, présente depuis 1984 dans les centres de rétention aux termes d'une convention passée avec le ministère des affaires sociales.

« UN NOUVEAU PACTE CITOYEN »

Le texte estime ainsi que « les étrangers auront ainsi, depuis près de 40 ans, subi le sort souhaité à tous par les tenants du dogme libéral : déconstruire les droits pour en revenir au "tous contre tous", baser les rapports humains sur la valeur marchande et la prédation, en finir avec les principes de solidarité, d'égalité, de justice. Construire une société de "sans droits" ».

« Nous affirmons que notre conception du "vivre ensemble" n'est pas construite sur ces valeurs et qu'elle en est même aux antipodes. À la désespérance et la haine, nous opposons l'urgence d'un nouveau pacte citoyen qui nous rassemble en termes de droits comme d'obligations, quel que soit l'endroit où nous sommes nés », peut-on encore lire dans la pétition.

Celle-ci se conclut ainsi : « C'est à la réalisation d'une politique d'hospitalité que nous appelons, en France comme en Europe. S'appuyant sur l'égalité des droits, la solidarité et l'ouverture au monde, cette politique doit promouvoir une véritable citoyenneté de résidence, afin d'en finir avec les discriminations légales et d'inventer un droit à la mobilité qui place, au même rang, l'intérêt des migrants et l'impératif des États de garantir la paix et la sécurité ».

Selon le site Internet de la Cimade, la pétition avait recueilli, vendredi 17 février, près de 6 000 signataires, parmi lesquels Michel Agier, ethnologue et anthropologue ; Étienne Balibar, philosophe ; Pascal Blanchard, historien ; Claude Calame, anthropologue et historien ; Pierre Encrevé, linguiste ; Olivier Mongin, essayiste, directeur de la revue Esprit ; Gérard Noiriel, historien ; Jacques Rancière, philosophe ; Michel Wierviorka, sociologue, historien ; Pierre Zaoui, philosophe et Didier Sicard, professeur de médecine.

BRUNO BOUVET